

505 LM 12/2

2005

(1945)

# A

Réparation du matériel moteur et roulant à l'étranger

## En Suisse

Lettre S.N.C.F. au M.F.	10. 2.45
Dépêche du M.F. à la S.N.C.F.	24. 2.45
Lettre S.N.C.F. au M.F.	7. 9.45
Copie au M.T.P.	7. 9.45

## En Belgique

Lettre S.N.C.F. au M.F.	17. 3.45
Copie au M.T.P.	17. 3.45
Dépêche du M.F. à la S.N.C.F.	28. 3.45
Lettre SNCF au MF	2.12.45
Copie aux MTP et E.N.	2.12.45
Dépêche du MF à la SNCF	18.12.45

2005

## Réparation de matériel à l'étranger

### En BELGIQUE

Lettre S.N.C.F. au M.F.	17. 3.45
Copie au M.T.P.	17. 3.45
Dépêche du M.F. à la S.N.C.F.	28. 3.45
Lettre S.N.C.F. au M.F.	2.12.45
Copie aux M.T.P. & E.N.	2.12.45
Dépêche du M.F. à la S.N.C.F.	18.12.45

MINISTRE DES FINANCES

Direction du Trésor

6ème Bureau

n° 40.140

C O P I E

Paris, le 18 décembre 1945

(+) Copie de cette lettre a été distribuée le 15 décembre 1945.

OBJET : Réparation en Belgique de matériel ferroviaire

REFERENCE : V/lettre D. 6101 O du 2 décembre 1945 (+)

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me rappeler que, par lettre 7.953 du 28 mars 1945, j'ai autorisé la réalisation en Belgique d'un programme de réparations de matériel roulant dans la limite d'un montant mensuel de 20 millions de francs belges.

Or, l'accroissement des besoins du trafic pour l'été 1946 ne sera pas couvert par les seules disponibilités résultant de l'exécution du programme de remise en état actuellement en cours. Il vous faut donc envisager dès à présent une augmentation du nombre des réparations.

Vous m'avez demandé, en conséquence, de mettre à votre disposition les devises nécessaires pour vous permettre de réaliser en Belgique un programme supplémentaire de réparations qui, portant sur une durée de deux ans, s'élèverait au maximum à 10 millions de francs belges par mois.

J'ai l'honneur de vous donner mon accord pour la réalisation de ce programme.

Il vous appartiendra d'adresser des demandes régulières à l'Office des Changes en lui fournissant toutes justifications utiles sur vos besoins et sur l'emploi des francs belges ainsi mis à votre disposition.

Par ce même courrier, j'informe l'Office des Changes de mon accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

P. le Ministre et par autorisation,  
Le Directeur du Trésor,  
P. le Directeur, le S/Directeur,  
Signature.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.  
Service de la Comptabilité Générale et des Finances  
88, rue Saint-Lazare - PARIS -



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

6101 - 0

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 2 décembre 1945

-----  
Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances  
-----

C O P I E

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, copie de ma lettre de ce jour à M. le Ministre des Finances, relative à des commandes éventuelles de la S.N.C.F. à l'industrie belge pour la réparation du matériel roulant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération,

Le Président  
du Conseil d'Administration,  
signé; FOURNIER.

Lettre adressée à :

- Monsieur le Ministre de l'Economie Nationale
- Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

C O P I E

-----  
6101 - 0  
Service de la  
Comptabilité Générale  
et des Finances  
-----

Paris, le 2 décembre 1945

(+) Copie de cette lettre a été  
distribuée le 6 avril 1945.

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 23 mars 1945 (+), vous avez bien voulu autoriser la réalisation en Belgique d'un programme de réparations de notre matériel roulant dans la limite d'une dépense mensuelle de 20 millions de francs belges.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les paiements des marchés de réparations conclus à ce jour atteindront très prochainement le montant ci-dessus. Nous sommes par ailleurs entièrement satisfaits de la qualité du travail effectué et les prix obtenus répondent bien à nos prévisions.

Toutefois, l'accroissement de nos besoins de trafic, pour l'été 1946, ne sera pas couvert par les seules disponibilités à résulter de l'exécution des programmes de remises en état actuellement en cours; il nous faut d'ores et déjà envisager une augmentation du nombre de nos réparations, cette

....

Monsieur le Ministre des Finances ( Direction du Trésor )

augmentation devant porter tant sur les voitures avariées stationnées sur notre Réseau que sur celles que nous récupérons d'Allemagne.

Les possibilités de réparations en France étant dès maintenant exploitées au maximum, nous avons été amenés à envisager un développement de nos réparations à l'étranger et notamment en Belgique, où nous trouvons, à des conditions satisfaisantes, non seulement la main-d'œuvre, mais surtout les matières nécessaires, telles que tôles, textiles, vitres, etc...

Dans cette situation, nous vous serions très obligés de nous mettre à même de réaliser en Belgique un programme supplémentaire de réparations, qui, portant sur une durée de 2 ans, s'élèverait au maximum à 10 millions de francs belges par mois.

Nous nous permettons d'insister sur l'urgence de la décision à intervenir à ce sujet, étant donné son incidence sur notre capacité de transport et par suite sur l'activité économique du Pays.

J'adresse copie de la présente à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports (Direction Générale des Chemins de fer) et à M. le Ministre de l'Economie Nationale (Direction des relations économiques extérieures).

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration,  
signé: FOURNIER.

MINISTERE DES FINANCES

-----  
Direction du Trésor

Paris, le 28 mars 1945

---  
6ème Bureau/A

N° 7.953

D 6101/0

Monsieur le Président  
du Conseil d'Administration de la  
S.N.C.F.

OBJET : Réparation en Belgique de matériel ferroviaire.

Référence : V. lettre D. 6101/0 du 17 mars 1945.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me rappeler que j'avais donné mon accord à un programme de réparation en Suisse de matériel roulant de la S.N.C.F. Or, des possibilités aussi intéressantes vous sont offertes en Belgique. Vous envisagez ainsi un programme de réparations qui s'étendrait sur une période de deux ans et dont le coût serait au maximum de 20 M. de francs belges par mois. Ce maximum ne serait d'ailleurs atteint que quelques mois après la passation des premiers marchés.

Vous me demandez si je peux mettre à votre disposition les devises nécessaires à la réalisation de ce projet.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'autorise en ce qui me concerne la réalisation en Belgique du programme de réparations que vous avez mis au point, à condition que vos dépenses en devises demeurent dans la limite d'un montant maximum de 20 M. de francs belges par mois.

Il vous appartiendra d'adresser des demandes régulières à l'Office des Changes en lui fournissant toutes justifications utiles sur vos besoins et sur l'emploi des francs belges ainsi mis à votre disposition.

Par ce même courrier, j'informe l'Office des Changes de mon accord à ce sujet.

Veillez agréer, .....

P. le Ministre des Finances et par  
autorisation,  
Le Directeur du Trésor,

signature.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 17 mars 1945

-----  
Service de la  
Comptabilité Générale  
et des Finances  
-----

C O P I E

D 6101/0

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, à titre de compte rendu, copie de ma lettre de ce jour à M. le Ministre des Finances relative à des commandes éventuelles de la S.N.C.F. à l'industrie belge pour la réparation du matériel roulant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER

## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 17 mars 1945

Service de la  
Comptabilité Générale  
et des Finances

- C O P I E -

D. 6101/0

Monsieur le Ministre,

Par votre dépêche (Direction du Trésor - 6° Bureau/A n° 4788) du 24 février 1945, vous avez bien voulu autoriser, en ce qui vous concerne, la réalisation du programme de réparations que la S.N.C.F. envisage de confier à l'industrie suisse pour concourir à la remise en état de son parc de matériel roulant, tâche à laquelle l'industrie française ne peut actuellement suffire.

Les motifs exposés dans notre lettre D 6101/0 du 10 février 1945, relative à la question ci-dessus rappelée, nous ont conduits à effectuer, dans le même but, une enquête en Belgique.

Cette enquête a montré que, contrairement à ce qu'en aurait pu craindre, s'agissant d'un pays éprouvé par la guerre et pour lequel le problème du rééquipement se pose également, il existait pour nous sur le marché belge d'intéressantes possibilités qu'il est de notre devoir de mettre à profit. Pareille situation tient au fait que, d'une part, le parc des Chemins de fer belges a été proportionnellement moins atteint que celui de la S.N.C.F. et que, d'autre part, la Belgique possède, comparativement à ses besoins propres, une très importante industrie de matériel ferroviaire, dont l'activité a toujours été consacrée, en grande partie, à l'exportation.

Eu égard à la nature des travaux prévus et aux sujétions qu'ils imposent, les contrats à intervenir entre la S.N.C.F. et les industriels belges intéressés porteraient nécessairement sur une durée assez longue, que nous envisageons, en l'espèce, de fixer à deux ans au minimum, délai pendant lequel les réparateurs français ne cesseront pas pour autant d'être alimentés par nous au maximum de leur capacité.

Le volume global des travaux de réparations susceptibles d'être exécutés dans ces conditions entraînerait un paiement

.....

Monsieur le Ministre des Finances  
(Direction du Trésor).-

mensuel pouvant s'élever au maximum à 20 millions de francs belges, ce maximum ne devant d'ailleurs être atteint que quelques mois après la passation des premiers marchés.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir autoriser, en ce qui vous concerne, la réalisation du programme de réparations dont il s'agit et nous donner l'assurance que la S.I.C.F. pourra obtenir par l'intermédiaire de l'Office des Changes les montants en devises nécessaires à l'exécution des paiements qui lui incombent de ce chef.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports pour le tenir informé.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

2005

Réparation de matériel à l'étranger

En SUISSE

Lettre S.N.C.F. au M.F.	10. 2.45
Dépêche du M.F. à la S.N.C.F.	24. 2.45
Lettre S.N.C.F. au M.F.	7. 9.45
Copie au M.T.P.	7. 9.45



2005

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 7/9/45

-----  
Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances  
-----

C O P I E

D 6101/0

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, à titre de compte rendu, copie de ma lettre de ce jour à M. le Ministre des Finances relative au financement d'une deuxième tranche de travaux de réparation de matériel roulant dont la S.N.C.F. envisage de confier l'exécution à l'industrie suisse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration,  
signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et  
des Transports - Direction Générale des Che-  
mins de fer et des Transports.-

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----

Le Président

Paris, le 7 septembre 1945

Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances

C O P I E

D 6101 - 0

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 24 février 1945, vous avez bien voulu autoriser la réalisation du programme de réparation en Suisse de notre matériel roulant que nous avons mis au point, à condition que nos dépenses en devises demeurent dans la limite d'un montant maximum de 1.000.000 de francs suisses par mois.

Nous estimons que les paiements des marchés conclus à ce jour atteindront au cours du 4ème trimestre de 1945 le montant rap- pelé ci-dessus. Nous sommes entièrement satisfaits de ces répara- tions; la qualité du travail et les prix obtenus répondent par- faitement à nos prévisions.

Depuis l'époque à laquelle nous avons conclu ces marchés, la pénurie de matières premières dont nous souffrions s'est encore accentuée, et nous allons devoir différer la remise en service de nos wagons couverts incendiés, qui nous font particulièrement dé- faut en ce moment pour assurer les transports de ravitaillement.

Or, nous avons reçu de nouvelles propositions d'indus- triels suisses désireux de contribuer aux travaux de réparation de notre matériel roulant, et à des conditions encore plus avantageu- ses que les précédentes. Ces industriels s'engagent à fournir tou- tes les matières nécessaires.

Nous vous demandons en conséquence de bien vouloir autori- ser la S.N.C.F. à engager en Suisse une 2ème tranche de travaux de réparation de même volume et de même durée que la précédente, soit d'un million de francs suisses par mois au maximum pendant une du- rée de deux ans. Dans ce cas, la dépense mensuelle maximum envi- sagée pour le total de ces 2 tranches, soit 2 millions, serait at- teinte aux environs du 1er trimestre 1948.

Pour faire face à ces paiements en devises, la S.N.C.F. disposerait des sommes à provenir de ses propres recettes en Suisse. En raison des accords passés avec l'Administration des Chemins de fer fédéraux, et pour autant que ces accords ne seront

...

Monsieur le Ministre des Finances - Direction du Trésor.-

pas remis en cause par les Autorités monétaires suisses, nous avons tout lieu de penser que ces recettes seront suffisantes pour régler la totalité des dépenses au titre des deux tranches. Le cas échéant, nous aurions à demander le complément de devises nécessaires à l'Office des Changes, à qui, en tout état de cause, nous continuerons à rendre compte des justifications d'emploi des devises en provenance de nos recettes en Suisse.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports pour le tenir informé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.



Ministère des Finances

-----  
Direction du Trésor

---  
6ème Bureau-A

-  
n° 4788

Paris, le 24 février 1945

Objet : Réparation en Suisse de matériel de la S.N.C.F.

Référence : V/lettre D 610/0 du 10 février 1945.

Monsieur le Président,

Par votre lettre citée en référence, vous avez bien voulu me faire part de votre projet de confier à des maisons suisses la réparation d'une partie du matériel roulant de la S.N.C.F. L'industrie française, à elle seule, ne peut, en effet, suffire actuellement à cette tâche.

Vous envisagez ainsi un programme de réparations qui s'étendrait sur une période de deux ans et dont le coût serait au maximum d'un million de francs suisses par mois environ.

S'agissant de contrats de longue durée, les paiements à faire s'élèveraient progressivement, pendant le 1er semestre d'exécution des travaux, de 100.000 fr suisses à 1.000.000 de francs suisses par mois. Ils pourraient être assurés au début au moyen des rentrées en devises de la S.N.C.F. qui se maintient, sur la base du rythme actuel des transports, au chiffre mensuel de 400.000 fr suisses. Seul le complément en devises devrait vous être fourni le moment venu par le Fonds de Stabilisation des Changes.

Vous me demandez si je peux mettre à votre disposition les devises nécessaires à la réalisation de ce projet.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'autorise en ce qui me concerne la réalisation en Suisse du programme de réparations que vous avez mis au point, à condition que vos dépenses en devises demeurent dans la limite d'un montant maximum de 1.000.000 de francs suisses par mois. Je suis d'accord pour que vous utilisiez à cet effet les devises provenant des versements effectués à la S.N.C.F. par les Chemins de fer fédéraux. Lorsque les paiements que vous aurez à faire au titre de ces réparations seront supérieurs au montant des recettes de la S.N.C.F. en Suisse, vous pourrez vous adresser à l'Office des Changes en vue d'obtenir la délivrance par voie bancaire des sommes nécessaires pour compléter vos disponibilités.

Il est bien entendu que vous aurez à fournir à l'Office des Changes les justifications d'emploi des devises dont vous aurez disposé sur vos recettes en Suisse et de celles qui vous seront délivrées à titre de complément.

Par ce même courrier j'informe l'Office des Changes de mon accord à ce sujet.

.....



Vous aurez à vous mettre en rapport avec cet organisme pour les modalités pratiques des opérations envisagées.

Veuillez agréer, .....

P. le Ministre des Finances et par autorisation,  
Le Directeur du Trésor,

Signature;

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 10 février 1945

-----  
Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances  
--

Monsieur le Ministre,

Comme suite au récent entretien qu'ont eu à ce sujet les représentants de nos Services, j'ai l'honneur de vous confirmer les intentions de la S.N.C.F. de faire appel à l'industrie suisse pour la réparation de son matériel roulant (locomotives, wagons, voitures).

L'intérêt essentiel qui s'attache à remédier le plus rapidement possible, et par tous les moyens, à la situation actuellement très critique de notre parc nous fait en effet un devoir d'utiliser tous les concours que nous sommes susceptibles de trouver à cet effet.

Le nécessaire a déjà été fait pour faire participer à cette tâche de longue haleine, non seulement nos réparateurs habituels, mais encore toutes les entreprises de l'industrie nationale dont les installations et l'outillage se prêtent à cette nature de travaux.

Les possibilités qui, dans le même domaine, s'offrent à nous en Suisse, sont favorables du point de vue technique et ne sauraient donc, à notre avis, être négligées. Aussi sommes-nous désireux de donner suite aux propositions qui nous ont été faites au cours d'une récente enquête sur place et qui émanent de sociétés qualifiées dont certaines ont, d'ailleurs, déjà travaillé pour les chemins de fer français, au lendemain de la guerre 1914-1918.

La nature des travaux à effectuer et les sujétions qu'ils imposent aux entreprises intéressées conduisent nécessairement à prévoir la conclusion de marchés portant sur une durée suffisamment longue, que, dans le cas particulier, nous envisageons de fixer à deux ans, délai pendant lequel nous sommes certains de pouvoir alimenter les industries suisses, sans cesser de demander aux réparateurs français de travailler au maximum de leur capacité.

Le volume global des travaux de réparation susceptible d'être effectués au titre de l'ensemble des contrats à passer en Suisse dans les conditions sus-indiquées entraînerait un paiement mensuel pouvant atteindre un million de francs suisses.

Si les premiers marchés de l'espèce étaient immédiatement conclus, le premier versement à prévoir serait effectué fin mars et son montant n'excéderait pas 100.000 fr suisses. Dans la même hypothèse c'est seulement en octobre ou novembre, compte tenu des délais nécessités par la réalisation progressive du programme, que le règlement mensuel atteindrait la valeur maxima ci-dessus mentionnée.

Pour faire face à ces paiements en devises, la S.N.C.F. compte pouvoir disposer de sommes importantes à provenir de ses propres recettes

Monsieur le Ministre des Finances - Direction du Trésor

de transport. Sur les bases actuelles du trafic renaissant avec la Suisse, nous prévoyons un solde mensuel, à notre profit, de l'ordre de 400.000 fr suisses dans nos comptes réciproques avec les Chemins de fer fédéraux suisses. Il est à penser que ce solde s'accroîtra dans les mois à venir, jusqu'à atteindre et même excéder le montant mensuel de nos règlements de réparations, tel qu'il a été chiffré plus haut, le jour où les conditions de trafic seront redevenues normales.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Ministre, de me faire savoir, le plus tôt qu'il vous sera possible, si, compte tenu des indications ci-dessus, la S.N.C.F. peut compter sur les devises qui lui seront nécessaires pour le règlement des commandes de réparations envisagées, étant précisé que, en raison de l'intérêt primordial que la question présente à ses yeux, elle ne se refuserait pas, avec votre assentiment, à recourir au crédit bancaire suisse, s'il n'était pas reconnu possible de pallier par un autre moyen une insuffisance momentanée du change disponible.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports pour le tenir informé.

Veuillez agréer, .....

Le Président du Conseil  
d'Administration,

Signé : FOURNIER.